



RAPPORT D'INTRODUCTION – CHRISTINE CHIFFRE

INTRODUCTION

Pourquoi, en 2025, devons-nous encore nous battre pour l'égalité entre les femmes et les hommes ? Pourquoi gagnons-nous encore 25 % de moins que les hommes ? Pourquoi sommes-nous les premières à subir le temps partiel imposé, les carrières freinées, les retraites amputées ? Pourquoi, dans nos entreprises les violences sexistes et sexuelles persistent-elles sans que les mesures à la hauteur soient prises ?

La réponse est simple : parce que l'égalité ne tombe pas du ciel, elle se conquiert ! **Le 8 mars** est la journée qui nous permet de réaffirmer haut et fort que nous ne céderons rien, que nous continuerons à nous battre pour une société plus juste, pour une égalité réelle entre toutes et tous !

LES INEGALITES SALARIALES ET PROFESSIONNELLES : UN SCANDALE PERSISTANT

Malgré des décennies de luttes, les salariées continuent de subir une "triple peine" : des salaires plus bas, des carrières bloquées et des retraites de misère. En moyenne, une femme salariée gagne 25 % de moins qu'un homme, et si l'on inclut les chômeuses, cet écart grimpe à 30 % ! En fin de carrière, c'est encore pire : les pensions de retraite des femmes sont en moyenne 40 % inférieures à celles des hommes !

Et pourtant, les solutions existent ! La CGT revendique :

- **L'égalité salariale effective** avec des sanctions pour les entreprises qui discriminent, et la mise en place d'audits salariaux réguliers pour garantir la transparence ;
- **La revalorisation des métiers à prédominance féminine**, notamment dans le soin, l'éducation et le social, où les femmes sont majoritaires mais sous-payées ;
- **La fin des temps partiels imposés**, qui maintiennent les salariées dans la précarité et les empêchent de mener une carrière stable ;
- **La prise en compte des carrières hachées et de la maternité** dans le calcul des retraites, pour mettre fin à la précarité des femmes âgées ;
- **La refonte totale de l'index égalité salariale**, en accord avec la directive européenne sur la transparence salariale.

Nous ne demandons pas la lune ! Nous exigeons simplement ce qui nous est dû : un salaire égal pour un travail de valeur égale, des conditions de travail dignes et des perspectives de carrière équivalentes !

LUTTER CONTRE LA PRECARITE DES FEMMES

Les femmes sont les premières victimes de la précarité, notamment celles qui sont en situation de monoparentalité ou qui travaillent dans des secteurs précaires comme le nettoyage ou l'aide à domicile.

Pour lutter contre cette précarité, la CGT revendique :

- **Un revenu minimum décent** pour toutes les femmes, garantissant une vie digne ;
- **L'accès à des logements sociaux** pour les femmes en situation de précarité ;
- **La fin des contrats précaires** et la généralisation des CDI pour garantir une stabilité professionnelle.

LES INEGALITES POUR LES FEMMES INGENIEURES, CADRES ET TECHNICIENNES

Les femmes ingénieures, cadres et techniciennes ne sont pas épargnées par ces inégalités. Elles sont trop souvent confrontées au "plafond de verre" qui limite leur accession aux postes à responsabilité. Malgré leurs compétences et diplômes, elles se voient proposer des salaires inférieurs à ceux de leurs homologues masculins et subissent un "plancher collant" qui freine leur évolution de carrière. La maternité reste un frein majeur, avec des discriminations directes ou indirectes qui les excluent des promotions ou des projets d'envergure.

Pour lutter contre les inégalités spécifiques aux femmes ICT, la CGT revendique :

- **Une refonte totale des classifications et des grilles salariales** pour garantir une reconnaissance égale des compétences et de la valeur du travail des femmes quel que soient les secteurs d'activités ;
- **Des quotas de femmes dans les conseils d'administration et les comités de direction** pour briser le plafond de verre ;
- **Des programmes de mentorat et de formation** pour accompagner les femmes dans leur ascension professionnelle et leur donner les outils pour accéder aux postes à responsabilité.

LES DANGERS DE L'EXTREME DROITE POUR LES DROITS DES FEMMES

En 2024, l'inscription dans la Constitution de l'avortement comme une liberté « garantie » est une victoire historique mais ce n'est pas la fin du combat. Nous devons maintenant garantir l'accès à l'IVG pour toutes les femmes, partout, tout le temps : pour rappel, ce ne sont pas moins de 130 centres IVG qui ont fermé ces dernières années !

Et pourtant, comme le disait Sophie BINET « Constitutionnaliser l'IVG, c'est envoyer un signal puissant à toutes les forces obscures d'extrême droite qui le remettent en cause chaque jour, qui bafouent les droits des femmes chaque jour et qui tentent de les empêcher d'accéder à ce droit fondamental chaque jour. C'est dire à tous les adversaires des droits des femmes qu'ils ont tort. »

Partout où l'extrême droite accède au pouvoir, les droits des femmes reculent.

Nous en avons la preuve aux États-Unis avec Donald Trump, qui a ouvert la voie à la remise en cause du droit à l'avortement avec l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade, laissant des millions de femmes sans accès sûr à l'IVG.

En Europe, des pays comme la Pologne et la Hongrie imposent des restrictions drastiques sur l'avortement, remettent en cause les droits des personnes LGBTQI+ et préfèrent financer des politiques natalistes réactionnaires plutôt que de garantir l'égalité au travail. En Italie, le gouvernement de Giorgia Meloni prône une politique conservatrice qui renvoie les femmes à leur rôle traditionnel.

L'extrême droite instrumentalise les droits des femmes à des fins nationalistes et racistes tout en démantelant les protections sociales et les libertés fondamentales. Ne nous y trompons pas : leur arrivée au pouvoir en France signifierait un recul historique de nos droits !

La CGT appelle à une **mobilisation internationale** pour défendre les droits des femmes face à la montée des conservatismes. Nous devons être solidaires avec les femmes du monde entier qui luttent pour leur liberté et leur dignité.

LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES : TOLERANCE ZERO !

Un tiers des salariées a déjà été victime de harcèlement ou d'agression sexuelle sur son lieu de travail. Trop souvent, ces violences sont passées sous silence, minimisées ou impunies. Nous refusons cette omerta !

Ainsi, la CGT exige :

- **Une loi-cadre intégrale** pour prévenir et sanctionner les violences sexistes et sexuelles au travail ;
- **L'obligation pour les entreprises** d'avoir un plan de prévention et un dispositif de signalement efficace, ainsi que des cellules d'écoute spécialisées pour soutenir les victimes ;
- **La formation obligatoire** des employeurs, des managers et des RH à la lutte contre ces violences ;
- **Des campagnes de sensibilisation massives** pour lutter contre les stéréotypes de genre et les comportements sexistes.

Aucune femme ne doit plus jamais avoir à choisir entre son travail et sa sécurité !

LA SANTE DES FEMMES : UN ENJEU MAJEUR

Les risques professionnels des salariées sont trop souvent minimisés. Les femmes sont particulièrement exposées aux troubles musculosquelettiques, aux risques psychosociaux, ainsi qu'aux conséquences de la double charge professionnelle et domestique. De plus, l'accès aux soins reste inégal, avec des fermetures de centres IVG et de services de santé sexuelle.

Ainsi, la CGT revendique :

- **La gratuité des protections hygiéniques** et leur mise à disposition sur le lieu de travail ;
- **La reconnaissance de l'endométriose** comme une affection longue durée et son intégration dans la médecine du travail ;
- **La suppression des jours de carence** pour toutes et tous ;
- **L'ouverture de centres de santé sexuelle et de maternité** sur tout le territoire ;
- **Des bilans de santé spécifiques** intégrant les pathologies liées aux conditions de travail des femmes ;
- **Une prise en charge totale des soins** pour les salariées exposées à des environnements de travail pénibles ;
- **Des mesures préventives contre le burn-out et la charge mentale**, notamment la généralisation du télétravail et la mise en place de services de garde d'enfants accessibles.

CONCLUSION :

Camarades, nous ne voulons plus de discours creux, de promesses non tenues ! Nous voulons des actes !

Alors le 8 mars, faisons grève ! Descendons dans la rue pour exiger l'égalité, maintenant !

L'égalité n'est pas une option, c'est un droit !

Pour une société juste, égalitaire et solidaire, continuons le combat !